



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/18
5 juin 2017

FRANÇAIS
ORIGINAL: ENGLISH

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-dix-neuvième réunion
Bangkok, 3 – 7 juillet 2017

RETARDS DANS LA SOUMISSION DES TRANCHES

Introduction

1. Conformément à la décision 47/50 d)¹, le Secrétariat a rédigé le présent document sur les retards subis dans la soumission des tranches au titre des accords pluriannuels (APA). Ce document présente les mesures prises pour donner suite aux décisions sur les retards dans la soumission de tranches adoptées à la 77^e réunion, une analyse de chacune des tranches qui n'ont pas été soumises à la 79^e réunion, les raisons pour lesquelles des tranches présentées à cette dernière ont ensuite fait l'objet d'un retrait, ainsi que des recommandations.

Suite donnée aux décisions prises sur les retards de soumission de tranches à la 77^e réunion

2. Conformément à la décision 77/3 b), le Secrétariat a écrit aux gouvernements de 29 pays visés à l'article 5 afin de les inviter instamment à soumettre à la 79^e réunion la tranche suivante de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). En conséquence, les gouvernements de la Barbade², du Belize³, du Burkina Faso⁴, de la République démocratique du Congo⁵, du Gabon⁶, du Pérou⁷, du Qatar⁸, de la Serbie⁹, de l'Ex-République yougoslave de Macédoine¹⁰ et du Togo¹¹ ont soumis leur proposition

¹ Le Comité exécutif a décidé d'inclure à l'ordre du jour des prochaines réunions une sous-rubrique distincte portant sur les retards dans la proposition des tranches annuelles et le décaissement des fonds pour les tranches et les obligations.

² Soumise avant d'être ensuite retirée.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/29.

⁴ Soumise avant d'être ensuite retirée.

⁵ Soumise avant d'être ensuite retirée.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/33.

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/38.

⁸ Soumise avant d'être ensuite retirée.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/40.

¹⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/41.

¹¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/42.

respective de tranche de leur PGEH. Cependant, aucune proposition de tranche n'a été soumise par les gouvernements de l'Algérie, d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, du Bahreïn¹², du Bangladesh¹³, du Burundi, de la République centrafricaine¹⁴, de la Côte d'Ivoire, de la Dominique, de la Guinée équatoriale, de la Guinée, du Koweït, du Mozambique, du Myanmar, du Niger, des Philippines, du Suriname, du Timor-Leste et de la Turquie¹⁵.

Analyse des tranches non soumises à la 79^e réunion ou ayant fait l'objet d'un retrait après avoir été soumises

3. Quarante-et-une activités liées aux tranches du PGEH de 26 pays, d'une valeur totale de 14 621 028 \$US (coûts d'appui d'agence compris) et devant être soumises à la 79^e réunion, ne l'ont pas été, comme l'indique l'annexe I du présent document¹⁶. En outre, huit tranches de la phase I des PGEH, représentant un montant de 1 363 154 \$US (coûts d'appui d'agence compris) qui ont été soumises à la 79^e réunion, avant d'être ensuite retirées par les agences d'exécution concernées lors du processus d'examen, sont également présentées en annexe I.

Raisons des retards et statut des PGEH

4. Les retards de soumission des tranches des PGEH sont dus aux raisons suivantes : décisions ou approbations du gouvernement, ou modifications au sein de l'UNO ou encore changement structurel (12) ; absence du rapport de vérification obligatoire (10) ; insuffisamment de fonds des tranches précédentes toujours disponibles (6) ; décaissement en dessous du seuil de 20 pour cent des fonds approuvés pour la tranche précédente (8) ; retards dans la mise en œuvre des volets investissements (7) ; questions de sécurité (2) ; retards dans la tranche précédente (1) ; signature des accords (5) ; agence principale pas prête pour soumettre la proposition (7) ; rapport périodique ou rapport financier non présentés (3). Les raisons pour lesquelles des tranches ont été soumises mais ensuite retirées incluent : absence de rapport périodique ou de rapport de vérification, et signature en souffrance de l'accord conclu avec le gouvernement.

5. Les agences d'exécution concernées ont fait savoir que les retards dans la soumission ou bien le retrait de tranches qui étaient dues n'auront aucune incidence (ou n'en auraient probablement pas) sur le respect des pays des obligations au titre du Protocole de Montréal. Toutes les tranches encore dues devraient être soumises à la 80^e réunion, à l'exception de celles de la République centrafricaine et du Viet Nam, qui peuvent être présentées à la 81^e réunion.

Recommandations

6. Le Comité exécutif pourrait envisager de :

(a) Prendre note :

(i) Du rapport sur les retards de soumission de tranches contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/18 ;

¹² Selon la décision 77/3 (b), le Bahreïn pouvait soumettre sa proposition à la 79^e ou à la 80^e réunion.

¹³ Selon la décision 77/3 (b), le Bangladesh pouvait soumettre sa proposition à la 79^e ou à la 80^e réunion.

¹⁴ Selon la décision 77/3 (b), la République centrafricaine pouvait soumettre sa proposition à la 79^e ou à la 80^e réunion.

¹⁵ Selon la décision 77/3 (b), la Turquie pouvait soumettre sa proposition à la 79^e ou à la 80^e réunion.

¹⁶ En guise de comparaison, lors de la 77^e réunion, 49 tranches à soumettre pour 29 pays n'avaient pas été soumises.

- (ii) Des informations sur les retards dans la soumission des tranches au titre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) soumises par les gouvernements de l'Allemagne, de la France et du Japon, et par le PNUD, l'ONU environnement, l'ONUDI et la Banque mondiale;
 - (iii) Que 24 des 65 activités liées aux tranches des PGEH devant être présentées à la 79^e réunion ont été soumises en temps voulu et que 8 de ces activités ont été retirées à la suite d'entretiens avec le Secrétariat ;
 - (iv) Que les agences d'exécution responsables ont indiqué que la soumission tardive des tranches des PGEH due à la deuxième réunion de 2017 ainsi que les retraits des tranches d'abord soumises n'auraient aucune incidence ou ne devraient pas avoir d'incidence sur la conformité avec le Protocole de Montréal, et qu'il n'y avait aucune indication que ces pays concernés soient en situation de non-conformité avec les mesures de réglementation du Protocole de Montréal ; et
- (b) Charger le Secrétariat d'envoyer aux gouvernements concernés des lettres sur les décisions relatives aux retards dans la soumission de tranches, conformément aux indications de l'annexe I au présent document.

Annexe I

TRANCHES NON SOUMISES À LA 79^E RÉUNION, OU AYANT ÉTÉ SOUMISES PUIS RETIRÉES

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Algérie (phase I)	ONUDI	2014	154 800	Décision/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/ changement structurel/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que la troisième tranche (2014) de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) n'avait pas été soumise du fait des retards dans un certain nombre de volets du projet (notamment la vérification, la formation du personnel des douanes, les questions liées au rinçage) et invitant instamment le gouvernement de l'Algérie à collaborer avec l'ONUDI afin que la troisième tranche (2014) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2014 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Antigua-et-Barbuda (phase I)	Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU environnement)	2015	6 610	Décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel/ /soumission des rapports périodiques et financiers	Notant que la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH n'a pas été soumise conformément aux décisions du gouvernement, et invitant instamment le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda à soumettre les rapports périodiques et financiers et à collaborer avec l'ONU environnement afin que la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Bahamas (phase I)	ONU environnement	2016	65 738	Signature de l'accord/document de projet/ soumission des rapports périodiques et financiers	Notant que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH n'a pas été soumise et invitant instamment le gouvernement des Bahamas à signer les documents d'accord et de projet correspondants, à soumettre les rapports périodiques et financiers requis, et à travailler avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	39 052	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition	
Bahreïn (phase I)	ONU environnement	2016	141 250	Mise en œuvre du volet investissements	Notant les retards dus à la nouvelle composition du gouvernement et invitant instamment le gouvernement du Bahreïn à travailler avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	1 002 211	Décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Bangladesh (phase I)	ONU environnement	2015	20 340	Décisions/approbatons du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant les retards dus aux décisions ou approbations du gouvernement et invitant instamment le gouvernement du Bangladesh à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2015) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
Barbade (phase I)	PNUD	2016	41 420	Absence de progrès et non-disponibilité du rapport de vérification	Notant que la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH soumise à la 79 ^e réunion a été retirée par les agences d'exécution responsables, et invitant instamment le gouvernement de la Barbade à collaborer avec le PNUD et l'ONU environnement afin de prendre en main toutes les questions concernées et de soumettre le rapport de vérification obligatoire sur les objectifs de consommation de HCFC, de sorte que la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à nouveau à la 80 ^e réunion.
	ONU environnement	2016	54 240	Absence de progrès et non-disponibilité du rapport de vérification	
Brésil (phase II)	Allemagne	2017	763 435	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que les retards subis dans la signature du document de projet avaient été résolus et invitant instamment le gouvernement du Brésil à collaborer avec le gouvernement de l'Allemagne et le PNUD afin que la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	PNUD	2017	4 416 643	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	
Brunei Darussalam (phase I)	ONU environnement	2017	7 910	Signature de l'accord/document de projet/ décisions/approbatons du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel/ rapport de vérification	Notant les retards enregistrés dans l'examen de l'accord de petites subventions (SSFA) et la conclusion de cet accord, et le non-achèvement du rapport de vérification, et invitant instamment le gouvernement du Brunei Darussalam à collaborer avec l'ONU environnement pour finaliser le SSFA et achever le rapport de vérification obligatoire sur les objectifs de consommation de HCFC afin de pouvoir soumettre la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH à la 80 ^e réunion.
	PNUD	2017	35 970	Mise en œuvre du volet investissements	
Burkina Faso (phase I)	ONU environnement	2016	142 493	Absence du rapport de vérification pour 2016	Notant que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH soumise à la 79 ^e réunion a été retirée par les agences d'exécution responsables, et invitant instamment le gouvernement du Burkina Faso à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin de prendre en main toutes les questions concernées et présenter le rapport de vérification obligatoire sur les objectifs de consommation de HCFC, de façon à ce que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à nouveau à la 80 ^e réunion.
	ONUDI	2016	108 891	Absence du rapport de vérification pour 2016	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Burundi (phase I)	ONU environnement	2016	39 550	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés	Notant que les retards de la tranche précédente ont été résolus et invitant instamment le gouvernement du Burundi à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	87 200	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition	
République centrafricaine (phase I)	ONU environnement	2013	62 150	Problèmes de sécurité/décisions/approbations du gouvernement/changements au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant les problèmes de sécurité persistants et invitant instamment le gouvernement de la République centrafricaine à collaborer avec l'ONU environnement pour accélérer la mise en œuvre de la tranche existante de sorte que la deuxième tranche (2013) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e ou à la 81 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de réaffectation de la tranche de 2013 et des tranches ultérieures.
Côte d'Ivoire (phase I)	ONU environnement	2016	168 156	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés	Notant que les retards de la tranche précédente ont été résolus et invitant instamment le gouvernement de la Côte d'Ivoire à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	492 200	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition	
République démocratique du Congo (phase I)	PNUD	2015	26 160	Absence de rapport de vérification due aux difficultés internes que subit le pays	Notant que la troisième tranche (2015) de la phase I du PGEH soumise à la 79 ^e réunion a été retirée par les agences d'exécution responsables, et invitant instamment le gouvernement de la République démocratique du Congo à collaborer avec l'ONU environnement et le PNUD afin de prendre en main toutes les questions concernées et soumettre le rapport de vérification obligatoire sur les objectifs de consommation de HCFC, de façon à ce que la troisième tranche (2015) de la phase I du PGEH puisse être soumise à nouveau à la 80 ^e réunion.
	ONU environnement	2015	26 555	Absence de rapport de vérification due aux difficultés internes que subit le pays	
Dominique (phase I)	ONU environnement	2016	74 354	Décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ rapport de vérification	Notant que la vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevée, et invitant instamment le gouvernement de La Dominique à collaborer avec l'ONU environnement pour réaliser le rapport de vérification obligatoire afin que la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Guinée équatoriale (phase I)	ONU environnement	2016	39 550	Rapport de vérification	Notant que la vérification des objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevée, et invitant instamment le gouvernement de la Guinée équatoriale à collaborer avec l'ONU environnement pour réaliser le rapport de vérification obligatoire afin de soumettre la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	81 750	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition	
Géorgie (phase I)	PNUD	2017	128,355	Décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant les retards dus aux changements intervenus au sein de l'équipe de la gestion de projet et invitant instamment le gouvernement de la Géorgie à collaborer avec le PNUD afin que la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion.
Guinée (phase I)	ONUDI	2016	172 000	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition	Prenant note que les retards de la tranche précédente ont été résolus et invitant instamment le gouvernement de la Guinée à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONU environnement	2016	73 450	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés	
Kenya (phase I)	France	2017	100 900	Retards provenant de la tranche précédente	Prenant note que la quatrième tranche (2016) de la phase I du PGEH a été approuvée lors de la 77 ^e réunion du fait des retards de soumission de la tranche, et invitant instamment le gouvernement du Kenya à collaborer avec le gouvernement de la France pour accélérer la mise en œuvre du projet, de façon à ce que la cinquième tranche (2017) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion.
Koweït (phase I)	ONUDI	2016	1 128 684	Mise en œuvre du volet investissements/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que le taux global de décaissement de la deuxième tranche du PGEH était en dessous du seuil de décaissement de 20 pour cent ainsi que les retards subis dans les dispositions contractuelles de cofinancement des entreprises, et invitant instamment le gouvernement du Koweït à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	ONU environnement	2016	371 703	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés/ seuil de décaissement de 20 pour cent	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Lesotho (phase I)	Allemagne	2017	94 920	Rapport de vérification	Notant la lenteur de la mise en œuvre de la phase I du PGEH et le non-achèvement du rapport de vérification sur les objectifs de consommation de HCFC, et invitant instamment le gouvernement du Lesotho à collaborer avec le gouvernement de l'Allemagne pour achever le rapport obligatoire de vérification afin que la troisième tranche (2017) de phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion.
Maldives (phase I)	ONU environnement	2017	56 500	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés	Notant que le gouvernement des Maldives organise une réunion à haut niveau des parties prenantes pour examiner leurs plans sur la façon de gérer le scénario post-2020 après l'élimination complète des HCFC et invitant instamment le gouvernement des Maldives à collaborer avec l'ONU environnement afin que la quatrième tranche (2017) de phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion.
Mozambique (phase I)	ONU environnement	2016	33 900	Mise en œuvre du volet investissements/ rapport de vérification	Notant les retards subis liés à la détermination des spécifications des équipements pour le volet investissements du PGEH et le non-achèvement du rapport de vérification sur les objectifs de consommation de HCFC, et invitant instamment le gouvernement du Mozambique à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI pour mener à bien les activités et le rapport de vérification, afin que la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	81 750	Mise en œuvre du volet investissements/ décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel	
Myanmar (phase I)	ONU environnement	2015	21 470	Rapport de vérification	Notant que le rapport de vérification de objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevé, et invitant instamment le gouvernement du Myanmar à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI pour soumettre la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2015	65 400	Agence principale pas prête pour soumettre la proposition	
Niger (phase I)	ONU environnement	2016	141 250	Rapport de vérification	Notant que le rapport de vérification de objectifs de consommation de HCFC n'a pas été achevé, et invitant instamment le gouvernement du Niger à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI pour soumettre la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	96 750	Rapport de vérification	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Philippines (phase I)	ONU environnement	2015	25 990	Soumission des rapports périodiques et financiers/ rapport de vérification	Notant les retards subis par le projet et ceux du rapport de vérification sur les objectifs de consommation de HCFC, ainsi que la présentation de la phase II par la Banque mondiale aux fins d'examen par la 79 ^e réunion, et invitant instamment le gouvernement des Philippines à collaborer avec l'ONU environnement pour soumettre le rapport de vérification obligatoire pour 2015 et 2016, pour restituer les soldes restants de la phase I du PGEH à la 80 ^e réunion, et présenter le rapport d'achèvement de projet de la phase I du PGEH à la 81 ^e réunion.
Qatar (phase I)	ONU environnement	2013 et 2015	231 650	Signature de l'accord en souffrance	Notant que les deuxième et troisième tranches (2013 et 2015) de la phase I du PGEH soumises à la 79 ^e réunion ont été retirées par les agences d'exécution responsables, et invitant instamment le gouvernement du Qatar à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI pour prendre en main tous les problèmes pertinents liés à la signature de l'accord afin que les deuxième et troisième tranches (2013 et 2015) de la phase I du PGEH puissent être à nouveau soumises à la 80 ^e réunion.
	ONUDI	2013 et 2015	731 745	Signature de l'accord en souffrance	
Suriname (phase I)	ONU environnement	2016	39 550	Suffisamment de fonds de la tranche précédente approuvés/ rapport de vérification/ décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel	Notant les retards intervenus dans les tranches précédentes, l'existence de problèmes de personnel au sein de l'unité nationale de l'ozone et le non-achèvement du rapport de vérification de objectifs de consommation de HCFC, et invitant instamment le gouvernement du Suriname à collaborer avec l'ONU environnement et l'ONUDI pour soumettre la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	31 610	Décisions/approbations du gouvernement/ changements au sein de l'UNO/ changement structurel	
Timor-Leste (phase I)	PNUD	2015	11 641	Mise en œuvre du volet investissements	Notant les retards intervenus dans la fourniture du matériel de formation et invitant instamment le gouvernement du Timor-Leste à collaborer avec le PNUD et l'ONU environnement de manière à accélérer la mise en œuvre du PGEH afin que la troisième tranche (2015) de la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, assortie d'un plan d'action révisé pour tenir compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures.
	ONU environnement	2015	18 532	Mise en œuvre du volet investissements	
Turquie (phase I)	ONUDI	2016	1 710 770	Questions de sécurité /décisions/ approbations du gouvernement /changements au sein de l'UNO/ changement structurel/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant l'existence de problèmes de sécurité et la restructuration administrative au sein du gouvernement, et invitant instamment le gouvernement de la Turquie à collaborer avec l'ONUDI pour accélérer la mise en œuvre afin que la phase I du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui compris) (\$US)	Raison du retard/retrait	Points de vue exprimés par le Comité exécutif
Viet Nam (phase II)	Banque mondiale	2017	2 331 737	Signature de l'accord/document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Notant que l'accord n'a pas été signé et que le taux global de décaissement de la première tranche du PGEH était inférieur à 20 pour cent, et invitant instamment le gouvernement du Viet Nam à collaborer avec le gouvernement du Japon et la Banque mondiale pour accélérer la signature de l'accord de sorte que la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH puisse être soumise à la 80 ^e ou à la 81 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	Japon	2017	185 297	Signature de l'accord/document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	
Total			15 984 182		